Bac Général HGGSP + SES (Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques et Sciences économiques et sociales)

SUJET D'EXAMEN (SESSION OFFICIELLE)

Sciences économiques et sociales - Session 2022

Sujet de l'examen national tel que publié pour la session indiquée. Source : sujets nationaux publiés par le ministère chargé de l'examen et les services académiques. Document mis à disposition par FormaV pour la révision.

Toutes les annales et leurs corrigés : https://bac-hggsp-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2022

Sciences économiques et sociales

JOUR 1

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 13 pages numérotées de 1/13 à 13/13.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou l'un des deux sujets d'épreuve composée (sujet A ou sujet B).

Il indique sur sa copie le sujet choisi.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment l'innovation peut-elle contribuer à reculer les limites écologiques d'une croissance soutenable ?

DOCUMENT 1

Deux procédés permettent généralement de réduire les impacts environnementaux issus de la production selon qu'ils interviennent à la fin – technologies ajoutées […] – ou pendant le processus de production – technologies de production intégrées […]. Ces deux types de technologies ont des effets bénéfiques mais contrastés sur l'environnement à court et à long terme. […] Les technologies ajoutées, comme les filtres utilisés pour la désulfuration[1], sont conçues pour réduire les émissions de substances nocives qui sont des sous-produits de la production. Elles consistent donc à mettre en œuvre des technologies additives permettant de limiter les émissions polluantes. [...] Les technologies intégrées réduisent quant à elles l'utilisation des ressources et/ou la pollution à la source en ayant recours à des méthodes de production plus propres. Elles conduisent ainsi généralement à la réduction des sous-produits, des intrants[2] énergétiques et des ressources exploités par les entreprises pour produire les biens.

Source : Simon NADEL, www.vie-publique.fr, 2019.

1 : désulfuration : procédé qui consiste à réduire la teneur en soufre des hydrocarbures afin de diminuer les émissions d'oxyde de soufre responsables des pluies acides.

2 : intrants : ensemble des biens et services entrant dans la production.

DOCUMENT 2

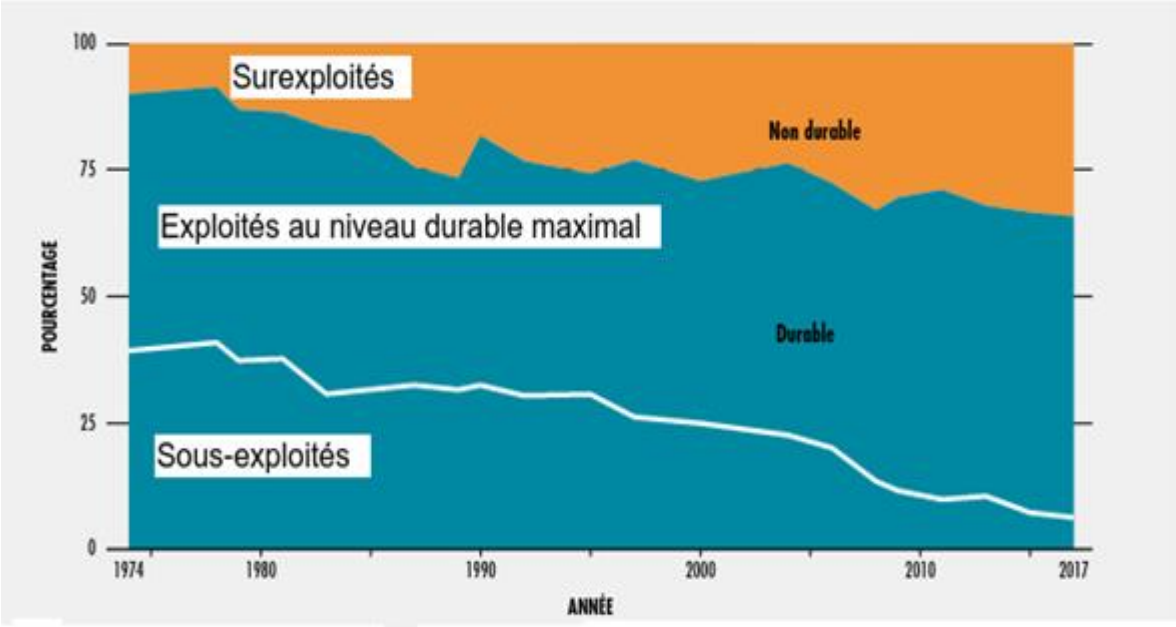
Émissions de CO_2 par habitant (en tonnes) et croissance annuelle du PIB (en %) entre 1985 et 2018

		1985	1989	1993	1997	2001	2005	2008	2009	2013	2018
Brésil	Émissions de CO_2/hab	1,34	1,46	1,37	1,68	1,80	1,78	1,94	1,81	2,40	2,04
	Croissance du PIB	7,95	3,28	4,67	3,40	1,39	3,20	5,09	-0,13	3,00	1,78
Chine	Émissions de CO_2/hab	1,87	2,15	2,24	2,54	2,77	4,46	5,43	5,80	7,32	7,41
	Croissance du PIB	13,43	4,21	13,88	9,24	8,34	11,40	9,65	9,40	7,77	6,75
France	Émissions de CO_2/hab	7,08	6,74	5,91	5,99	6,14	6,03	5,56	5,31	5,10	4,62
	Croissance du PIB	1,62	4,34	-0,63	2,34	1,98	1,66	0,26	-2,87	0,58	1,86
Monde	Émissions de CO_2/hab	4,43	4,57	3,77	3,81	3,83	4,19	4,38	4,28	4,61	4,48
	Croissance du PIB	3,68	3,73	1,49	3,71	1,95	3,90	1,86	-1,67	2,67	3,03

Source : d'après les données de la Banque mondiale, 2021.

DOCUMENT 3

Évolution de la situation des stocks de poissons marins mondiaux de 1974 à 2017

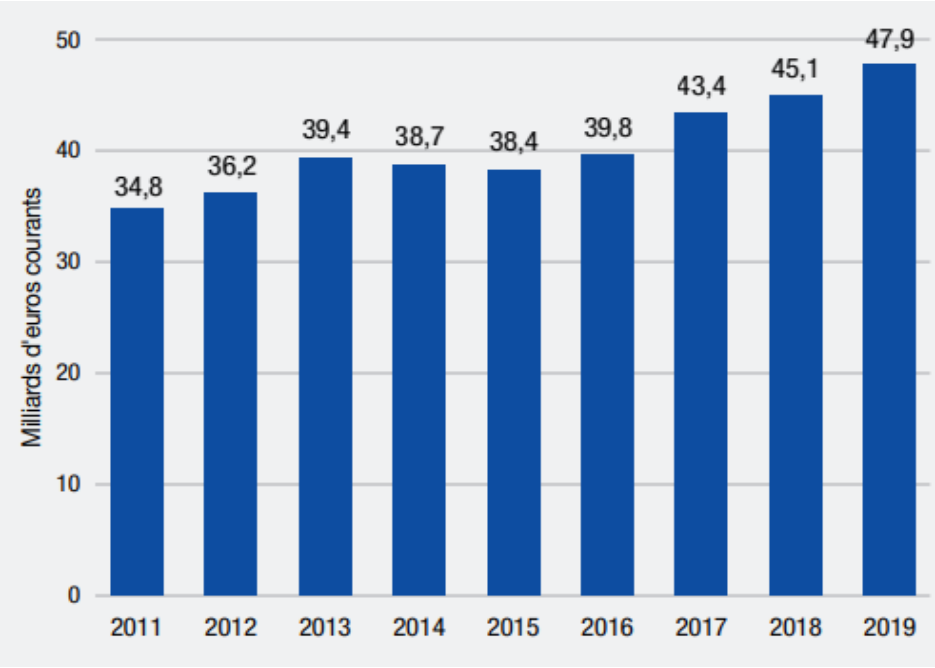


Source : FAO[1], 2020.

1 : FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations traduit en français par « Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ».

DOCUMENT 4

Investissements favorables au climat en France[1], entre 2011 et 2019 (en milliards d'euros courants)



Source : *Panorama des financements climat*, I4CE (Institut pour l'Économie du Climat), 2020.

1 : investissements favorables au climat : investissements favorisant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de transition énergétique.

ÉPREUVE COMPOSEÉ

Si le candidat choisit l'épreuve composée, il traite au choix le sujet A ou le sujet B

SUJET A

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.
Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

Comment les avantages comparatifs peuvent-ils expliquer le commerce international ?

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

Statut d'emploi et type de contrat en 2019 (en %)

	Ensemble	Sexe		Âge		
		Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Indépendants	**12,1**	8,8	15,3	2,7	10,8	17,3
dont micro-entrepreneurs	***2,8***	*2,5*	*3,1*	*1,6*	*2,9*	*3,1*
Salariés	**87,9**	91,2	84,7	97,3	89,2	82,7
Emploi à durée indéterminée	**74,6**	77,3	72,1	44,6	77,9	76,4
Contrat à durée déterminée (CDD)	**9,1**	11,1	7,2	28,4	8,5	5,0
Apprentissage	**1,7**	1,3	2,0	17,4	0,3	0,0
Intérim	**2,4**	1,5	3,3	6,9	2,5	1,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi.

Source : INSEE, enquête Emploi, 2019.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez la part des salariés et des indépendants selon le sexe. (*2 points*)

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que certaines catégories sont davantage touchées par la précarisation. (*4 points*)

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

(10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale.

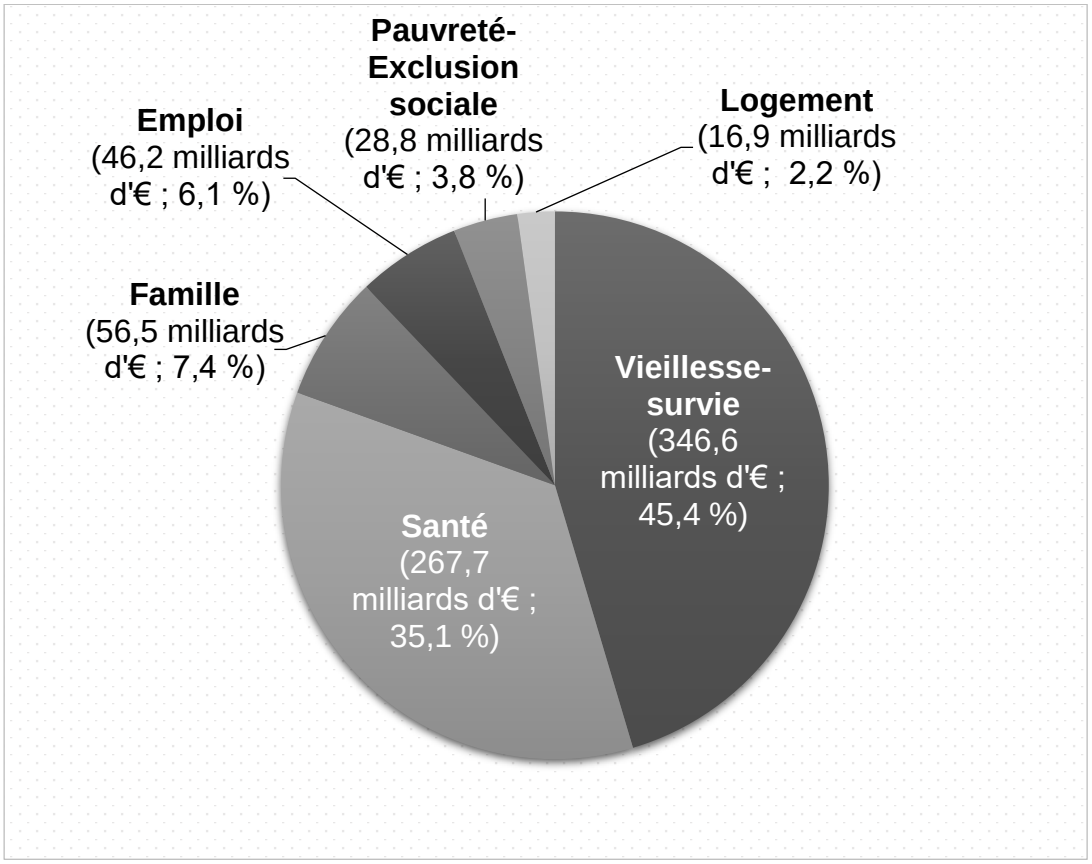
DOCUMENT 1

La protection sociale a une double logique. La logique d'assurance […] cherche à maintenir le niveau de vie en cas de réalisation des risques sociaux. Elle met en œuvre une solidarité professionnelle fondée sur une relation étroite avec les références d'emploi et fait appel à des contributions assises sur les revenus d'activité pour financer les prestations. La logique d'assistance, qui s'inscrit dans une conception minimaliste de la protection sociale ciblée sur les besoins, est au contraire ancrée sur les valeurs de solidarité nationale et d'aide aux populations vulnérables ou démunies. Elle repose sur un financement par l'impôt et donne lieu à des prestations sous conditions de ressources. […] La protection sociale n'existe de toute façon que si elle dispose des fonds nécessaires à son financement. Or la collecte de ces fonds s'effectue auprès des contribuables par l'impôt et auprès des salariés sur les revenus professionnels. Les entreprises et les ménages participent donc toujours au financement de la protection sociale, soit directement par le biais de la cotisation sociale, […] soit indirectement par la voie de la fiscalité. […]

Source : Chantal EUZEBY et Julien REYSZ, *La dynamique de la protection sociale en Europe,* 2014.

DOCUMENT 2

Prestations de protection sociale, par risque social, en milliards d'euros et en % du total, en France en 2019



Source : d'après la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), 2020.

DOCUMENT 3

Effet de la redistribution sur le taux de pauvreté (à 60 % du revenu médian[1]), selon diverses caractéristiques sociodémographiques

			Taux de pauvreté (en % de la population totale)	
			Avant redistribution (en %)	Après redistribution (en %)
Ensemble			22,2	14,0
Sexe	Femme		22,9	14,4
	Homme		21,4	13,6
Type de ménage	Personne seule		23,5	15,9
	Famille monoparentale	Avec 1 enfant	38,9	24,1
		Avec 2 enfants ou plus	60,4	39,9
	Couple	Sans enfant	8,1	6,2
		Avec 1 enfant	12,5	8,1
		Avec 2 enfants	15,2	9,0
		Avec 3 enfants	35,6	18,2
		Avec 4 enfants ou plus	61,9	38,0
Tranche d'âge	Moins de 20 ans		33,2	20,1
	20 à 29 ans		27,5	19,0
	30 à 39 ans		23,1	13,1
	40 à 49 ans		21,3	13,5
	50 à 59 ans		17,4	12,2
	60 ans et plus		11,7	7,6
Statut d'activité (personnes de 18 ans et plus)	**Actifs**		**16,6**	**10,8**
	Actifs occupés		12,7	7,7
	Dont salariés		11,7	6,4
	Dont non-salariés		19,6	17,5
	Chômeurs		52,3	38,3
	Inactifs		**22,3**	**14,5**
	Retraités		11,9	7,4
	Autres inactifs		46,7	31,1
Situation face au handicap (personnes de 15 ans et plus)	Personnes qui ne sont pas en situation de handicap ou de perte d'autonomie		18,3	12,0
	Personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie		32,3	17,8
	Dont celles qui ont moins de 60 ans		48,3	25,8
	Dont celles qui ont 60 ans ou plus		20,0	11,6

Source : d'après la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), 2019.

1 : 60 % du revenu médian : sont considérées comme pauvres les personnes dont les revenus sont inférieurs à 60 % du revenu médian (seuil de pauvreté).

Note : le taux de pauvreté mesure la part de la population totale vivant sous le seuil de pauvreté.

ÉPREUVE COMPOSEÉ

SUJET B

Cette épreuve comprend deux parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre aux trois questions proposées en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :
- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(10 points)*

Question 1 (4 points) : À l'aide d'un mécanisme, vous expliquerez comment la politique monétaire de la Banque centrale européenne peut agir positivement sur la conjoncture économique européenne.

Question 2 (3 points) : Comparez les théories des classes sociales de Karl Marx et de Max Weber.

Question 3 (3 points) : Montrez, à l'aide de deux exemples, que l'engagement politique peut prendre des formes variées.

Deuxième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale.

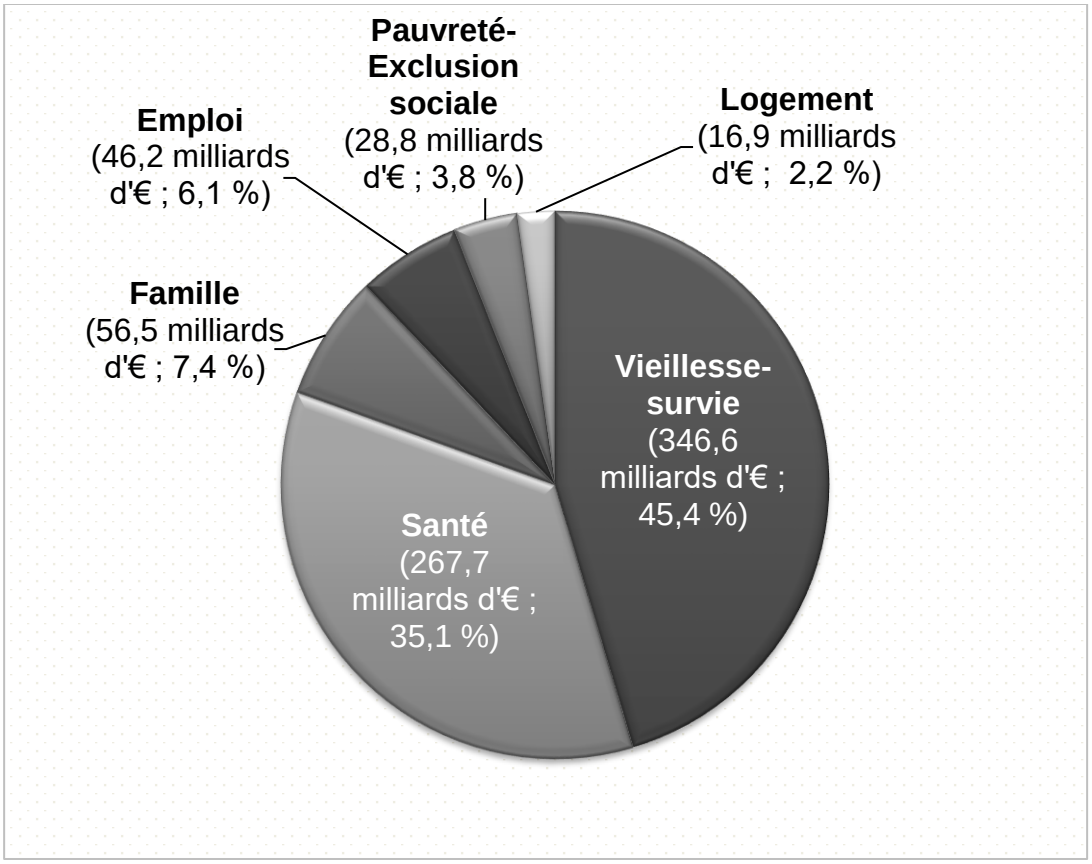
DOCUMENT 1

La protection sociale a une double logique. La logique d'assurance […] cherche à maintenir le niveau de vie en cas de réalisation des risques sociaux. Elle met en œuvre une solidarité professionnelle fondée sur une relation étroite avec les références d'emploi et fait appel à des contributions assises sur les revenus d'activité pour financer les prestations. La logique d'assistance, qui s'inscrit dans une conception minimaliste de la protection sociale ciblée sur les besoins, est au contraire ancrée sur les valeurs de solidarité nationale et d'aide aux populations vulnérables ou démunies. Elle repose sur un financement par l'impôt et donne lieu à des prestations sous conditions de ressources. […] La protection sociale n'existe de toute façon que si elle dispose des fonds nécessaires à son financement. Or la collecte de ces fonds s'effectue auprès des contribuables par l'impôt et auprès des salariés sur les revenus professionnels. Les entreprises et les ménages participent donc toujours au financement de la protection sociale, soit directement par le biais de la cotisation sociale, […] soit indirectement par la voie de la fiscalité. […]

Source : Chantal EUZEBY et Julien REYSZ, *La dynamique de la protection sociale en Europe,* 2014.

DOCUMENT 2

Prestations de protection sociale, par risque social, en milliards d'euros et en % du total, en France en 2019



Source : d'après la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), 2020.

DOCUMENT 3

Effet de la redistribution sur le taux de pauvreté (à 60 % du revenu médian[1]), selon diverses caractéristiques sociodémographiques

			Taux de pauvreté (en % de la population totale)	
			Avant redistribution (en %)	Après redistribution (en %)
Ensemble			22,2	14,0
Sexe	Femme		22,9	14,4
	Homme		21,4	13,6
Type de ménage	Personne seule		23,5	15,9
	Famille monoparentale	Avec 1 enfant	38,9	24,1
		Avec 2 enfants ou plus	60,4	39,9
	Couple	Sans enfant	8,1	6,2
		Avec 1 enfant	12,5	8,1
		Avec 2 enfants	15,2	9,0
		Avec 3 enfants	35,6	18,2
		Avec 4 enfants ou plus	61,9	38,0
Tranche d'âge	Moins de 20 ans		33,2	20,1
	20 à 29 ans		27,5	19,0
	30 à 39 ans		23,1	13,1
	40 à 49 ans		21,3	13,5
	50 à 59 ans		17,4	12,2
	60 ans et plus		11,7	7,6
Statut d'activité (personnes de 18 ans et plus)	**Actifs**		**16,6**	**10,8**
	Actifs occupés		12,7	7,7
	Dont salariés		11,7	6,4
	Dont non-salariés		19,6	17,5
	Chômeurs		52,3	38,3
	Inactifs		**22,3**	**14,5**
	Retraités		11,9	7,4
	Autres inactifs		46,7	31,1
Situation face au handicap (personnes de 15 ans et plus)	Personnes qui ne sont pas en situation de handicap ou de perte d'autonomie		18,3	12,0
	Personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie		32,3	17,8
	Dont celles qui ont moins de 60 ans		48,3	25,8
	Dont celles qui ont 60 ans ou plus		20,0	11,6

Source : d'après la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), 2019.

1 : 60 % du revenu médian : sont considérées comme pauvres les personnes dont les revenus sont inférieurs à 60 % du revenu médian (seuil de pauvreté).

Note : le taux de pauvreté mesure la part de la population totale vivant sous le seuil de pauvreté.